Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1980)
Heft: 529

Rubrik: Genève

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

GENÈVE

Les vandales du centre-ville

Contraste, de la Suisse alémanique à la Suisse romande: à Zurich, 46% des habitants sont, d'après un sondage, opposés au parking sous la Limmat, 43% lui sont favorables. A Genève, au même moment, les lobbies conjugués de la voiture et du béton ont donné l'assaut au dernier bastion de résistance à l'automobile dans une ville défigurée. Le projet de parking de la Rôtisserie entre la Vieille Ville et les rues commerçantes — appelées Rues basses — remet en question le statut privilégié du centre de la ville, protégé par une mini-zone piétonnière et un règlement limitant toute construction de parking dans le périmètre dit de la «petite ceinture».

L'affaire est habilement menée: le luxueux prospectus de lancement annonce «un cœur neuf pour un vieux quartier», met l'accent sur les appartements, les ateliers destinés à l'artisanat, alors que le parking (645 places) occupera les deux tiers du volume projeté. Pas un mot, bien entendu, de la congestion qui frappera alors les rues étroites du centre de la ville. Congestion qui, inévitablement, aboutira à la suppression, en un deuxième temps, des voies en site propre, des transports en commun, puis à celle de la zone piétonnière.

Le projet a pris la forme d'une initiative populaire pour briser les résistances du Conseil d'Etat.

Déjà, l'Institut de la Vie et la communauté d'intérêt pour les transports publics (Citrap) ont manifesté leur refus.

Les partisans d'une ville vivable pourront-ils compter sur le conseiller d'Etat Fontanet (démocrate-chrétien) qui tout en poursuivant la construction de parkings en dehors de la «petite ceinture» est le premier magistrat qui, à Genève, croit dans les transports publics.

En face, la coalition est tout sauf négligeable. L'âme de l'entreprise en tant qu'animateur des principaux commerçants intéressés est le député radical de Toledo, du Touring-Club, multimillionnaire propriétaire du grand magasin, la Pharmacie principale. A ses côtés, des alliés solides. Parmi eux, A. Galleras, président de la commission des monuments, de la nature et des sites, qui est l'un des architectes du projet (ladite commission s'est signalée lors des précédentes législatures en approuvant certains des projets les plus dévastateurs pour le domaine urbain, projets auxquels chaque fois, et comme par coïncidence, un de ses membres était associé à titre professionnel). Un autre membre de cette commission, le radical Pierre Georges est également partie prenante à l'entreprise par l'appui que l'association qu'il préside, celle des habitants de la Vieille-Ville, apporte aux promoteurs (dans les beaux quartiers, l'utopie écologique résiste difficilement à l'offre d'une place de garage à meilleur compte). D'autres alliés moins inattendus: l'ingénieur civil est le démocrate-chrétien Milleret, président du Grand Conseil genevois; le responsable juridique de l'opération, l'ancien conseiller d'Etat radical Gilbert Duboule.

Pour couronner le tout, lors de la présentation des plans, la «Tribune de Genève» leur consacrait des pages où l'argumentation rédactionnelle visait essentiellement à mettre en valeur celle des promoteurs.

Un premier accroc survient lors de la récolte des signatures indispensables. Les promoteurs sont riches, mais peu portés sur le militantisme. Qu'à cela ne tienne: on engage pour cette tâche du personnel temporaire. C'est malheureusement interdit par la loi; et le Département de l'intérieur doit ouvrir une information pénale. Ce qui amène le représentant de la Pharmacie principale à dénoncer ce qu'il tient pour «une attaque anti-démocratique visant à saboter l'initiative». Les signatures seront-elles annulées, faudra-t-il recommencer la collecte? Quoi qu'il en soit, l'initiative aboutira: le poids des intérêts en cause et les moyens à disposition le garantissent. Le corps électoral devra donc un jour ou l'autre se prononcer.

Et si les opposants mettaient à profit le temps disponible pour utiliser l'arme économique? Les promoteurs de l'initiative ne sont pas des citoyens comme les autres, ce sont des commerçants, et parfois de gros commerçants. Est-il utopique de mobiliser l'ensemble des écologistes pour les pénaliser, à travers des slogans comme «J'aime Genève, je n'achète pas au centre-ville» (en écho au slogan officiel, «J'habite Genève, j'achète à Genève»); d'identifier l'image commerciale de la Pharmacie principale à la politique destructrice? Cela mérite en tout cas réflexion.

LE GRAIN AU POING

Céréales mondiales: la filière helvétique

Il y a Carter, et il y a les affaires. Kaboul est loin, et Moscou paye bien. Alors, l'arme alimentaire, le boycott des céréales, le grain au poing, tout cela n'aura sans doute guère d'effet au-delà des frontières US, celles à l'intérieur desquelles on élit le locataire de la Maison blanche.

Certes, la bourse aux céréales de Chicago, fermée pendant deux jours, a réouvert le 9 janvier sur les cours-planchers. Mais, dans le même temps, sur la place de Winnipeg comme sur les marchés européens de Londres et Rotterdam, les transactions se poursuivaient dans une relative sérénité.

Certes, les pays exportateurs de céréales ont eu un assez joli mouvement d'ensemble pour soutenir la décision de Carter; même le président Frazer, lui aussi au seuil d'une année électorale, a entraîné l'Australie dans la grosse bouderie commerciale lancée par l'ex-marchand de cacahuètes. Mais cette unanimité ne trompe guère, car il y a des failles dans le système.

La Suisse par exemple, haut-lieu mondial d'une tolérance financière et monétaire, maintenue à la faveur d'un statut de stricte neutralité politique et d'une position géopolitique très intéressante, no-